

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 15 - 17 mai 2002

RAPPORTS DU DIRECTEUR EXÉCUTIF SUR DES QUESTIONS OPÉRATIONNELLES

Point 7 de l'ordre du
jour

*Pour information**



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2002/7-A/4
8 avril 2002
ORIGINAL: ANGLAIS

PROJET DE DÉVELOPPEMENT APPROUVÉ PAR LE DIRECTEUR EXÉCUTIF ENTRE LE 1ER JUILLET ET LE 31 DÉCEMBRE 2001— HAÏTI 10185.0

Soutien au programme VIH/SIDA

Nombre de bénéficiaires 32 000

**Durée du projet Douze mois
(1er octobre 2001–30 septembre 2002)**

Coût (dollars É.-U.)

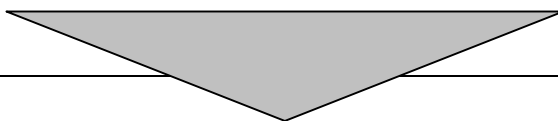
Coût total pour le PAM 1 382 540

Coût total pour le FNUAP 1 600 000

* En application des décisions du Conseil d'administration sur la gouvernance, approuvées à la session annuelle et à la troisième session ordinaire de 2000, les points soumis pour information ne seront pas discutés, sauf si un membre du Conseil en fait la demande spécifique avant la réunion et que la présidence accepte la requête au motif qu'il s'agit là d'une utilisation efficace du temps dont dispose le Conseil.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

Note au Conseil d'administration



Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour information.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur, Bureau régional pour
l'Amérique latine et les Caraïbes (ODM):

M. F. Roque Castro

Attachée de liaison principale, ODM:

Mme G. Segura

tél.: 066513-2207

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le Superviseur de l'Unité des réunions et de la distribution (tél.: 066513-2328).



1. Haïti connaît le taux de prévalence du VIH le plus élevé de la région. On estime à plus de 300 000 le nombre d'hommes, de femmes et d'enfants séropositifs en Haïti et à 45 000 le nombre de morts causées chaque année par le SIDA. On compte environ 5 000 nouveaux infectés par le virus tous les ans. La prévalence du VIH chez les femmes enceintes âgées de 14 à 49 ans atteindrait 7 à 10 pour cent dans les zones urbaines et 3 à 5 pour cent dans les zones rurales. Le personnel des projets en cours et des centres liés à la lutte contre le SIDA communique des statistiques alarmantes concernant les enfants et le virus. Ils estiment entre 163 000 et 235 000 le nombre des orphelins du SIDA en 2000, et prévoient que ce nombre atteindra 375 000 en 2010. Tous les départements du pays sont frappés par la pandémie.
2. Étant donné les difficultés rencontrées actuellement par Haïti et les conditions politiques, sociales et économiques extrêmes que le pays connaît déjà, on ne peut pas s'attendre à ce qu'il réponde seul aux ravages engendrés par cette épidémie nationale, ainsi qu'aux besoins de la population infectée et des orphelins dont le nombre augmente rapidement. La situation requiert de toute urgence les efforts conjugués des donateurs et des fournisseurs de services, publics comme privés. Ces efforts doivent s'insérer dans le cadre des initiatives et de la politique menées à l'échelle nationale et locale. Ce projet vise à améliorer la sécurité alimentaire des ménages affectés par le VIH/SIDA, en accordant une attention particulière aux ménages dirigés par des femmes et des enfants. Le projet met l'accent sur le renforcement de l'autonomie fonctionnelle et la formation professionnelle afin de permettre à la population exposée à l'insécurité alimentaire et infectée par le VIH/SIDA d'augmenter sa production agricole et de mieux gérer le poids que représente cette maladie.
3. Cette proposition de projet s'insère à titre d'activité complémentaire dans le programme de pays en cours et nécessite des fonds pour sa mise en œuvre.

